


Genève craint la défection des frontaliers, lundi au travail

PÉNURIE La fermeture des écoles en France va poser problème à de nombreux travailleurs résidant dans l'Hexagone. L'économie retient son souffle, les Hôpitaux universitaires réfléchissent à des solutions pour pallier le manque potentiel d'effectifs

LAURE LUGON-MOULIN ZUGRAVU

 @LaureLugon

A défaut de certitudes, reste l'espoir. L'espoir que, lundi matin, les quelque 85 000 frontaliers genevois seront à leur poste de travail, malgré la fermeture des écoles en France. Cette mesure ayant été aussi prise en Suisse par le Conseil fédéral, la menace s'élargit d'autant.

Une inquiétude qui plane au premier chef sur les Hôpitaux universitaires genevois (HUG), qui emploient près de 60% de personnel frontalier. Vendredi, le Conseil d'Etat genevois, soucieux de préserver les postes indispensables à cette situation de crise, comme le personnel hospitalier, a annoncé que les écoles prendraient tout de même en charge les élèves genevois dont les parents n'auraient pas trouvé de solution de garde, et au cas par cas.

«Une super crèche»

En revanche, les soignants frontaliers, eux, ne bénéficieront sans doute pas des mêmes accommodements. Or, aux HUG, 2 600 collaborateurs (personnel adminis-

tratif inclus) résident en France ont des enfants mineurs. «La fermeture des écoles a un effet indirect, nous tentons d'y faire face pour réduire au maximum l'absentéisme, explique le ministre de la santé, Mauro Poggia. Ce qui nous oblige à improviser un peu.»

Un projet de lieu de garde pour enfants est actuellement à l'étude, «sorte de super crèche», a dévoilé Bertrand Levrat, directeur général des HUG, devant la presse. Ce dernier a par ailleurs décidé de supprimer les vacances de son personnel jusqu'à fin avril, d'encourager les augmentations de temps partiel et de lancer un appel aux soignants tout juste retraités.

Mais c'est toute l'économie genevoise qui est tributaire des employés venant de l'Hexagone. Les éventuelles défections auraient un impact sur l'industrie, les commerces, la restauration, les services, déjà mis à mal par le ralentissement économique. De nombreuses PME connaissent déjà des problèmes de trésorerie. «Il est difficile à cette heure de quantifier l'impact qu'aurait une trop forte absence de frontaliers au travail, mais on craint une incidence, explique Vincent Subilia, directeur de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG). Le danger de paralyser l'outil de production industrielle existe, puisque dans ce secteur, le travail à domicile n'est d'aucun secours.»

L'industrie genevoise pèse tout de même 15% de l'activité économique totale.

Vincent Subilia en appelle au civisme et à la flexibilité, rappelant que les entreprises peuvent aussi jouer sur les variables d'ajustement comme les vacances ou les heures supplémentaires.

Chômage partiel

Dans les commerces genevois, «la fermeture des écoles est un problème important, mais avec l'avalanche de problèmes, il est difficile de les hiérarchiser», admet Pierre Brunschwig, patron de Bongénie Grieder. Avec une perte d'environ 35% de volume de chiffre d'affaires depuis les premières mesures, le 2 mars dernier, l'enseigne a déjà entamé des demandes de chômage partiel, qui seront adaptées selon les besoins.

Dans la grande distribution alimentaire, en revanche, on engage. A l'instar de Migros, où le réflexe de faire des «réserves de hamster», comme disent joliment les Alémaniques, a eu pour conséquence de vider les rayons. Le géant orange a donc renforcé son secteur logistique, notamment avec des équipes du dimanche, les services de nettoyage, et a dû augmenter la production. Si une cellule de crise planche sur tous les scénarios, y compris la question frontalière à Genève, le distributeur ne souhaite pas communiquer par anticipation.

Pour que Genève prie que viennent ses frontaliers, il faut que la crise soit historique. ■